CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2024

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2024

SOMMAIRE

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ÉTATS FINANCIERS

Résultats	1
Évolution de l'actif net	2
Bilan	3
Flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5
Résultats par projet 2024	16
Résultats par projet 2023	17
Annexe - Les Appartements Entre-Gens	18

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de Centre communautaire Petite-Côte,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Centre communautaire Petite-Côte (l'« Organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2024, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes afférentes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 mars 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre point

Les états financiers de Centre communautaire Petite-Côte pour la période close le 31 mars 2023 ont été audités par Roland Naccache et associés, de Montréal, au Canada, avant sa fusion avec MNP S.E.N.C.R.L..s.r.l.. Roland Naccache et associés a exprimé une opinion non modifiée sur ces états le 6 juin 2023.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif[, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de l'audit.

Montréal (Québec)

MNP SENCRL, srl[1]

11 juin 2024

[1] Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A111929

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2024

	2024	2023
	$	$
PRODUITS		
Subventions - note 13	840 575	801 221
Location de salles	176 075	134 771
Les Appartements Entre-Gens - Annexe	25 501	38 082
Contribution des bénévoles - note 14	10 644	14 977
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	40 011	32 700
Remise de projets et autres	29 103	20 007
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	6 704	7 037
Activités d'autofinancement	469	660
Cotisations membres et contributions des participants	4 031	6 476
Ventes de produits et services	4 845	1 537
Autres revenus et autres subventions	66 191	25 250
Intérêts	16 397	11 208
	1 220 546	1 093 926
CHARGES		
Salaires et charges sociales	838 393	740 339
Honoraires professionnels	39 396	78 641
Donation	-	15 000
Amortissement des immobilisations corporelles	59 232	51 818
Dépenses d'activités	32 788	35 395
Les Appartements Entre-Gens - Annexe	83 670	27 055
Contribution des bénévoles - note 14	10 644	14 977
Entretien et réparations	33 771	15 758
Électricité et chauffage	28 193	31 724
Frais administratifs des projets	28 293	21 964
Taxes et permis	20 966	17 707
Fournitures de bureau	31 301	14 438
Télécommunications	6 041	5 791
Assurances	16 593	12 964
Régime de retraite - note 16	12 375	10 151
Impression et photocopies	5 252	3 882
Divers	6 512	3 352
Dépenses d'équipe	6 678	6 398
Publicité	1 162	359
Location d'équipement	2 176	2 171
Frais de formation	173	3 080
Frais postaux	209	50
Cotisations et abonnements	6 552	7 108
Frais de déplacement et de représentation	1 393	1 287
Intérêts et frais de banque	2 816	3 256
	1 274 579	1 124 665
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**(54 033)**	**(30 739)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2024

	Affectation Les Appartement Entre-Gens - note 12	Affectations d'origines internes - note 12	Investi en Immobi-lisations	Non affecté	2024	2023
	$	$	$	$	$	$
SOLDE AU DÉBUT	64 292	230 000	232 660	226 028	752 980	783 719
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	- *	(12 517)	(41 516)	(54 033)	(30 739)
Affectations d'origines internes - note 12	(58,169)	-	-	58 169	-	-
Investissement en immobilisations	-	-	34 784	(34 784)	-	-
SOLDE À LA FIN	**6 123**	**230 000**	**254 927**	**207 897**	**698 947**	**752 980**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Le solde correspond à:

Amortissement des immobilisations	59 232
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(46 715)
Total	12 517

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

BILAN
31 MARS 2024

	2024	2023
	$	$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	745 405	685 100
Comptes clients et autres créances - note 3	119 737	102 005
Subventions à recevoir - note 4	20 393	45 188
Frais payés d'avance	29 361	15 871
	914 896	848 164
SUBVENTIONS À RECEVOIR - note 4	3 513	14 700
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 5	1 506 568	1 531 016
	2 424 977	**2 393 880**
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs - note 7	98 676	114 942
Apports reportés - note 8	353 114	148 760
Revenu perçu d'avance	7 818	13 231
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice - note 9	11 268	10 911
	470 876	287 844
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 10	1 116 806	1 156 817
DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 11	134 835	141 539
DETTE À LONG TERME - note 9	3 513	54 700
	1 255 154	1 353 056
	1 726 030	1 640 900
ACTIF NET		
AFFECTATION LES APPARTEMENT ENTRE-GENS	6 123	64 292
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	230 000	230 000
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	254 927	232 660
NON AFFECTÉ	207 897	226 028
	698 947	752 980
	2 424 977	**2 393 880**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____ Administrateur

_____ Administrateur

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2024

	2024	2023
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(54 033)	(30 739)
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	59 232	51 818
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(40 011)	(32 700)
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	(6 704)	(7 037)
	(41 516)	(18 658)
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes clients et autres créances	(17 732)	(46 576)
Subventions à recevoir	35 982	(14 759)
Frais payés d'avance	(13 490)	(944)
Créditeurs	(16 266)	730
Apports reportés	204 354	(41 412)
Revenu perçu d'avance	(5 413)	13 231
	187 435	(89 730)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	145 919	(108 388)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(34 784)	(64 480)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation de la dette à long terme	(50 830)	(10 615)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	60 305	(183 483)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	685 100	868 583
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	**745 405**	**685 100**
Représentée par:		
Encaisse	**745 405**	**685 100**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2024

1 FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE (l'« Organisme »), est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec). Il a comme activité principale l'aide aux jeunes et aux personnes défavorisés du quartier Rosemont.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations
La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des subventions à recevoir et des comptes clients et autres créances sont également sujet à certaines estimations et hypothèses. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits
L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de location de salles sont constatés à titre de produits selon la date de location des salles.

Les loyers sont constatés à titre de produits de l'exercice auquel ils se rapportent et les autres produits sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés, à la condition que leur réception soit raisonnablement assurée.

Les autres revenus sont constatés à titre de produits lorsque le service a été rendu ou que les activités-bénéfices ont eu lieu.

Apports reçus sous forme de services
L'organisme constate les apports reçus sous forme d'aide des bénévoles lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement cette aide pour son fonctionnement. Ces montants sont établis par la direction en fonction de leurs valeurs marchandes.

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers
Évaluation des instruments financiers
L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients et autres créances, à l'exception des sommes à recevoir de l'État, et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, à l'exception des sommes à remettre à l'État, et de la dette à long terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie
La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur de l'apport. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes et taux indiqués ci-dessous. Elles sont aussi soumises à des tests de dépréciation.

Descriptions	Méthode	Taux / durée
Bâtisses	Dégressif	4 %
Mobilier et équipement	Linéaire	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme
Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

Apports et dons en immobilisations reportés
Les apports et les dons relatifs aux immobilisations sont comptabilisés à titre d'apport/don reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquels ils se rapportent.

Ventilation des charges
L'organisme impute certaines charges administratives aux activités selon une clé de répartition qu'il a jugée adaptée à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées aux salaires sont basées sur les heures spécifiques et les charges liés aux autres dépenses sont basées sur le coût réel des projets.

3 COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2024	2023
	$	$
Comptes clients	62 596	43 164
Sommes à recevoir de l'État	57 141	58 841
	119 737	102 005

4 SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2024	2023
	$	$
Court terme		
Gouvernement du Canada - Fonds d'infrastructures alimentaires	-	20 463
Ville de Montréal - PIMJ	-	5 056
Ville de Montréal - Alliances solidarité	4 567	4 200
MSSS - CIUSSS - Vers un chez soi	4 558	4 558
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens) - note 9	11 268	10 911
	20 393	45 188
Long terme		
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens) - note 9	3 513	14 700

5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2024			2023
	Coût	Amortis-sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrains	198 800	-	198 800	198 800
Bâtisses	2 311 581	1 009 959	1 301 622	1 320 347
Mobilier et équipement	198 307	192 161	6 146	11 869
	2 708 688	1 202 120	1 506 568	1 531 016

6 EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de 45 000 $ auprès Accord D Affaires au taux préférentiel Desjardins. L'emprunt bancaire est garanti par l'universalité des actifs de l'organisme. En date du 31 mars 2024, l'emprunt bancaire n'est pas utilisé.

7 CRÉDITEURS

	2024	2023
	$	$
Comptes à payer	59	4 851
Vacances à payer	70 925	63 184
Frais courus	11 355	31 380
Dépôts de location de salles	-	2 100
Salaires courus	16 197	13 184
Sommes à remettre à l'État	140	243
	98 676	114 942

8 APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice considérées et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Solde 31 mars **2023**	Octroi (rembour-sement)	Constaté à titre de produits	Solde 31 mars **2024**
	$	$	$	$
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	48 752	140 484	98 892	90 344
Ville de Montréal - Prévention Montréal	-	51 000	7 481	43 519
MSSS - CCSMTL PSOC - activités spécifiques - SCLS	-	79 521	72 323	7 198
MSQ - Fonds de soutien - persévérance scolaire	-	25 630	-	25 630
MSP - PPI - Exploitation sexuelle des jeunes	-	129 675	31 663	98 012
Fondation Grace Dart	87 008	50 000	57 977	79 031
Soutien à l'action bénévole	13 000	6 400	10 020	9 380
	148 760	482 710	278 356	353 114

9 DETTE À LONG TERME

	2024	2023
	$	$
Dette à terme, échéant en décembre 2025. La dette ne porte pas intérêt jusqu'au 31 décembre 2023. Si le 40 000 $ de la dette est remboursée avant le 31 décembre 2023, la société aura droit à 20 000 $ de remise de la dette.	-	60 000
Portion non remboursable de la dette à terme - CUEC	-	(20,000)
Emprunt à terme, remboursable par mensualités de 937 $ incluant les intérêts aux taux de 2,01 %, échéant le 1er juillet 2025 et garanti par le Programme SHQ AccèsLogis.	14 781	25 611
	14 781	65 611
Moins : Portion échéant au cours du prochain exercice	(11 268)	(10 911)
	3 513	54 700

Les versements en capital sur la dette à long terme à effectuer au cours des prochains exercices, sont les suivants : 2025, 11 268 $ et 2026, 3 513 $.

10 APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

	2024	2023
	$	$
Solde au début	1 156 817	831 770
Desjardins	-	153 120
Gouvernement du Canada	-	204 627
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(40 011)	(32 700)
Solde à la fin	1 116 806	1 156 817

11 DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

	2024	2023
	$	$
Solde au début	141 539	148 576
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	(6 704)	(7 037)
Solde à la fin	134 835	141 539

12 AFFECTATIONS D'ORIGINES INTERNES

Affectations d'origines internes

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme.

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

À la fin de l'exercice, les variations survenues dans les affectations internes sont les suivantes :

	Solde 31 mars **2023**	Affectation durant l'exercice	Utilisation durant l'exercice	Solde 31 mars **2024**
	$	$	$	$
Réserve immobilière	215 000	-	-	215 000
Réserve mobilière	15 000	-	-	15 000
	230 000	-	-	230 000

Affectations Les Appartements Entre-Gens

Le programme SHQ AccèsLogis exige de créer des réserves pour les Appartements Entre-Gens :

Réserve de remplacement immobilière	17 826	900	-	18 726
Réserve de remplacement mobilière	21 342	-	-	21 342
Surplus (insuffisance) d'exploitation	25 124	(59,069)	-	(33,945)
	64 292	(58,169)	-	6 123

13 SUBVENTIONS

	2024	2023
	$	$
CENTRAIDE	173 500	207 775
CENTRAIDE - Autres	-	6 644
CENTRAIDE - Camps	4 900	-
Subventions provinciales		
MSSS - CCSMTL PSOC - Mission globale	186 495	166 278
MSSS - CCSMTL PSOC - activités spécifiques - SCLS	72 323	88 048
MSSS - CCSMTL DRSP - SIPPE (mesure 3.1)	11 933	11 320
MSSS - CCSMTL DRSP - MVFJ (mesure 4.2)	9 448	17 786
MSSS - CIUSSS - Vers un chez soi	45 584	45 584
MSP - PPI - Exploitation sexuelle des jeunes	31 663	-
Autres subventions - Députés	10 020	2 800
Subvention municipales		
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	98 892	90 617
Ville de Montréal - PIMJ	27 747	20 126
Ville de Montréal - Tandem	-	5 487
Ville de Montréal - Alliances solidarité	45 664	42 000
Ville de Montréal - Politique de l'enfant	-	7 004
Ville de Montréal - Prévention Montréal	7 481	-
Subvention fédérales		
Emplois été Canada	19 415	19 607
Autres subventions		
Fondation du Collège Jean-Eudes	10 000	-
Fondation Dufresne et Gauthier	23 000	18 498
Fondation Grace Dart	57 977	27 008
Fondation la CLÉ (ex Fondation de l'OMHM)	-	6 269
Réseau réussite Montréal	2 533	9 779
Sport et loisir de l'ile de Montréal	2 000	8 591
	840 575	801 221

14 APPORTS REÇUS SOUS FORME DE SERVICES

En 2023-2024, l'organisme évalue que les bénévoles ont consacré 698 heures (1 051 heures en 2022-2023) à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. Au taux du salaire minimum soit 15,25 $/heure (14,25 $/heure en 2022-2023), la direction estime la valeur de ces apports à 10 644 $ (14 977 $ en 2022-2023).

15 MAISON DE LA FAMILLE

Le CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE offre un support organisationnel à trois autres organismes à but non lucratif (satellites, non apparentées), constitués en vertu de la partie III de la loi sur les corporations du Québec. Réunies au sein de la Maison de la famille, il s'agit des corporations suivantes :

PARC D'HIVER DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale l'organisation de période de jeux dans le gymnase, de fêtes, de sorties, etc.
JOUJOUTHÈQUE DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale la gestion de jouets pour fins de prêts.
GROUPE D'ENTRAIDE NIDAMI	Elle a comme activité principale l'organisation de sorties en camp pour les familles à faible revenu.

16 RÉGIME DE RETRAITE

Le 1er avril 2014, le Conseil d'administration a adhéré à un régime inter entreprise de retraite à prestations déterminées. Les cotisations patronales et la méthode pour calculer la rente normale sont déterminées à l'avance. Le coût des engagements du régime, déduction faite de la cotisation patronale qui est fixée, est totalement à la seule charge des participants actifs au régime. Le régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées puisqu'il n'est pas possible au prix d'un effort raisonnable d'obtenir la part des actifs, des obligations et de l'excédent ou le déficit du régime appartenant strictement à l'organisme ou, le cas échéant, au seul participant.

La cotisation minimale totale est de 2 % du salaire brut. La cotisation de l'employeur doit être au moins égale à 50 % de la cotisation totale et peut aller jusqu'à 100 % de cette cotisation totale. Le Conseil d'administration a décidé d'y contribuer à 2 % et les employés ont également décidés d'y contribuer à 2 %.

La charge encourue est comptabilisée à l'état des résultats sous la rubrique régime de retraite.

17 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risques et concentrations
L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité
Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs et à la portion court terme de la dette à long terme. Les créditeurs sont généralement remboursés dans un délai court. Le risque associé à ces créditeurs est alors minime.

17 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes clients et autres créances et aux subventions à recevoir. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités et les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Les dettes à long termes de l'organisme sont garanties par le programme SHQ AccèsLogis. Le risque de taux d'intérêt est alors minime.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE
RÉSULTATS PAR PROJET

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024	Total	Fonctionnement	RENOVATION CUISINE	MDF	MDF RRM	MDJ Bunker	EEC	Repère PIMJ	REPÈRE	REPPrévention Mtl	HLM Familles	HLM Aînés	HLM Habro	Camps du P'tit Bonheur	PPI	VCS	Les Appartements Entre-Gens
Produits																	
Subventions (note 13)	840 575	351 213	18 892	39 833	2 533	114 540	19 415	27 747	3 619	7 481	26 011	105 690	46 164	190	31 663	45 584	
Location de salles	176 075	176 075															
Contribution des bénévoles (note 14)	10 644	10 644															
Les Appartements Entre-Gens	25 501																25 501
Amortissement -subv. reportées	40 011	22 776															17 235
Remise de projets et autres	29 103	29 103															
Amortissement - dons reportés	6 704	6 704															
Activités d'autofinancement	469			469													
Cotisations memb. et cont. des part.	4 031	269		1 435						330	14	1 983					
Ventes de produits et services	4 845	4 845															
Autres revenus et autres subventions	66 191	65 615				576											
Intérêts	16 397	16 397															
	1 220 546	**683 641**	**18 892**	**41 737**	**2 533**	**115 116**	**19 415**	**27 747**	**3 619**	**7 811**	**26 025**	**107 673**	**46 164**	**190**	**31 663**	**45 584**	**42 736**
Charges																	
Salaires et charges sociales	838 393	446 469		24 446		99 622	19 415	21 714	2 819	7 277	20 462	84 479	39 414		28 171	44 105	
Honoraires professionnels	39 396	23 587	5 196	7 918	1 803	552						340					
Collaboration des bénévoles (note 14)	10 644	10 644															
Amortissement des immobilisations	59 232	41 997															17 235
Dépenses d'activités	32 788	1 375		8 874	731	4 550		2 534		386	1 495	10 477	2 049	190	127		
Les Appartements Entre-Gens	83 670																83 670
Entretien et réparations	33 771	33 771															
Électricité et chauffage	28 193	28 193															
Frais administratifs des projets	28 293	270				8 444		2 669	600		3 180	9 770	3 360				
Taxes et permis	20 966	20 966															
Télécommunications	6 041	4 062						315		70	350	964	210		70		
Assurances	16 593	16 113														480	
Régime de retraite (note 16)	12 375	7 209		406		1 481		115		78	206	1 191	721		452	516	
Fournitures de bureau	31 301	24 139	3 951								117				2 611	483	
Impression et photocopies	5 252	4 172				330		400	200				150				
Divers	6 512	6 509									3						
Dépenses d'équipe	6 678	6 661										17					
Publicité	1 162	1 162															
Location d'équipement	2 176	2 176															
Frais de formation	173											60			113		
Frais postaux	209	187									10	12					
Cotisations et abonnements	6 552	6 552															
Frais de déplacement	1 393	231		93		137					190	363	260		119		
Intérêts et frais de banque	2 816	2 816									12				1		
	1 274 579	**689 261**	**9 147**	**41 737**	**2 534**	**115 116**	**19 415**	**27 747**	**3 619**	**7 811**	**26 025**	**107 673**	**46 164**	**190**	**31 664**	**45 584**	**100 905**
Excédent (insuffisance) des produits par aux charges	**(54 033)**	**(5 620)**	**9 745**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(58 169)**

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE
RÉSULTATS PAR PROJET

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023	Total	Fonctionnement	ACCESSIBILITÉ	RENOVATION CUISINE	MDF	MDF RRM	MDJ Bunker	EEC	MDJ SLIM	Repère PIMJ	REPÈRE	Services éducatifs SEPC	SE Habro	SEPC-SPR	HLM Familles	HLM Aînés	HLM Habro	HLM Habro TANDEM	VCS	Les Appartements Entre-Gens
Produits																				
Subventions (note 13)	801 221	338 740			71 793	9 779	99 721	19 607	8 591	20 126	50	8 682	7 301	7 004	32 374	84 382	42 000	5 487	45 584	
Location de salles	134 771	134 771																		
Contribution des bénévoles (note 14)	14 977	14 977																		
Les Appartements Entre-Gens	38 082																			38 082
Amortissement -subv. reportées	32 700	14 748																		17 952
Remise de projets et autres	20 007	20 007																		
Amortissement - dons reportés	7 037	7 037																		
Activités d'autofinancement	660				660															
Cotisations memb. et cont. des part.	6 476	703			2 712					50					1 454	1 557				
Ventes de produits et services	1 537	1 537																		
Autres revenus et autres subventions	25 250	24 768			185		297													
Intérêts	11 208	11 208																		
	1 093 926	**568 496**	**-**	**-**	**75 350**	**9 779**	**100 018**	**19 607**	**8 591**	**20 176**	**50**	**8 682**	**7 301**	**7 004**	**33 828**	**85 939**	**42 000**	**5 487**	**45 584**	**56 034**
Charges																				
Salaires et charges sociales	740 339	362 567			60 820		81 880	19 607	5 774	18 133		3 550	530	3 954	27 019	73 831	36 976	2 435	43 263	
Honoraires professionnels	78 641	1 538	50 424		5 835	7 881	117					3 594	5 683	2 169			800	600		
Donation	15 000													15 000						
Collaboration des bénévoles (note 14)	14 977	14 977																		
Amortissement des immobilisations	51 818	33 866																		17 952
Dépenses d'activités	35 395	1 638			6 971	827	8 406		1 935	800	50	501	326	881	4 405	5 478	725	2 452		
Les Appartements Entre-Gens	27 055																			27 055
Entretien et réparations	15 758	14 646	654		314		144													
Électricité et chauffage	31 724	31 724																		
Frais administratifs des projets	21 964	2 734			566	921	8 134		800	721					1 525	4 800	1 763			
Taxes et permis	17 707	17 707																		
Télécommunications	5 791	3 306								245			114		490	668	488		480	
Assurances	12 964	12 564																	400	
Régime de retraite (note 16)	10 151	6 158			762		921			62					389	763	697		399	
Fournitures de bureau	14 438	9 630		3 951									35			107	173		542	
Impression et photocopies	3 882	3 132				150	250			200							150			
Divers	3 352	2 315										1 037								
Dépenses d'équipe	6 398	6 398																		
Publicité	359	359																		
Location d'équipement	2 171	2 171																		
Frais de formation	3 080	2 580																	500	
Frais postaux	50	50																		
Cotisations et abonnements	7 108	7 108																		
Frais de déplacement	1 287	422			82		166		82	15						292	228			
Intérêts et frais de banque	3 256	3 256																		
	1 124 665	**540 846**	**51 078**	**3 951**	**75 350**	**9 779**	**100 018**	**19 607**	**8 591**	**20 176**	**50**	**8 682**	**6 688**	**22 004**	**33 828**	**85 939**	**42 000**	**5 487**	**45 584**	**45 007**
Excédent (insuffisance) des produits par aux charges	**(30 739)**	**27 650**	**(51 078)**	**(3 951)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**613**	**(15 000)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**11 027**

ANNEXE - LES APPARTEMENTS ENTRE-GENS

RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2024

	2024	2023
	$	$
PRODUITS		
Subventions	414	629
Loyer	21 945	22 659
Dons	-	10 108
Remboursement électricité	1 800	1 800
Divers	210	1 889
Revenus d'intérêts	969	575
Revenus de laveuse et sécheuse	163	422
	25 501	38 082
CHARGES		
Intérêt sur la dette long terme	415	630
Électricité	4 428	4 431
Assurances	5 378	5 491
Honoraires professionnels	4 272	4 068
Taxes	4 182	3 844
Entretien et réparations	60 944	4 375
Télécommunications	2 709	2 668
Frais bancaires	51	243
Dépenses d'activités	1 291	1 080
Divers	-	225
	83 670	27 055
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	(58 169)	11 027
Amortissement des apports afférents aux immobilisations	17 235	17 952
Amortissement des immobilisations	(17 235)	(17 952)
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(58 169)	11 027